

Julie MASSAL

Résumé de la thèse de Doctorat

Thèse de Doctorat en Science politique Comparative

Soutenue le 5 Juillet 2001 l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence

(Université de Droit, d'Economie et des Sciences Aix-Marseille III)

« *La participation politique indienne en Equateur : vers une démocratie participative ?* »

Notre thèse analyse l'évolution de la **citoyenneté** en Amérique latine, en s'intéressant aux **fondements** sociaux et politiques de la citoyenneté et à façon dont celle-ci s'exerce dans les faits. Notre étude se fonde sur le cas de l'**Equateur**, du fait de l'importance des **mouvements indiens** contemporains dans ce pays. D'une part, ces derniers revendiquent l'intégration des Indiens à la communauté politique, et d'autre part, ils développent un discours aujourd'hui axé sur la revendication d'une démocratie participative. L'importance de la mobilisation sociale indienne a d'ailleurs stimulé des avancées significatives, en termes de réformes politiques ; ainsi, *des droits collectifs ont été accordés aux peuples autochtones « qui s'autodéfinissent comme des nationalités indiennes »*, dans la dernière Constitution (1998). Ce qui suscite un profond bouleversement à la fois des fondements et de la pratique de la citoyenneté en Amérique latine.

Les acteurs indiens mettent en effet en œuvre de nouvelles formes de participation et de représentation politique, afin de favoriser l'intégration politique des Indiens d'Equateur. Cela remet en question les bases mêmes de l'**Etat-nation** tel qu'il s'est constitué en Amérique latine. Ceci apparaît clairement lorsqu'ils revendiquent à partir de 1990, la reconnaissance constitutionnelle d'un *Etat plurinational*, c'est-à-dire un Etat composé de différentes « nationalités ». En outre, les mouvements indiens, prônent une **démocratie participative**, car ils souhaitent remettre en cause le système politique de l'Equateur qui les exclue traditionnellement de la représentation politique, et ils dénoncent les limites du processus de démocratisation. Ainsi, en Equateur, la revendication relative à l'Etat plurinational se conjugue à la revendication d'une nécessaire démocratie participative. *L'articulation de ces deux revendications est en soi spécifique aux mouvements indiens d'Equateur.*

Divers questionnements généraux surgissent de l'étude du rôle des mouvements indiens équatoriens dans la reformulation de la citoyenneté. Ce thème nous amène à insister en particulier, en conclusion de notre thèse, sur *l'apport des « minorités » politiques¹ à la construction des identités*

¹ Les peuples autochtones apparaissent comme des minorités, sur le plan culturel ou politique, quand bien même ils n'en sont pas du point de vue démographique, par exemple en Equateur, en Bolivie, au Pérou ou bien au Guatemala.

nationales : quel peut être le rôle et la place de groupes sociaux et/ou ethniques qui refusent le statut de minorités qui leur a été assigné, au sein d'une société qu'on peut considérer comme "multiculturelle" de fait mais où cette diversité est traditionnellement occultée ou niée, et dépourvue de reconnaissance politique ? Partant de l'étude d'une société comme celle de l'Equateur, qui ne commence que très récemment (au milieu des années 90) à prendre en compte cette diversité culturelle et à tenter de l'organiser et la *représenter* politiquement, notre constat majeur est ***qu'il ne suffit pas de promouvoir l'intégration politique, via une représentation politique législative, des populations autochtones, pour favoriser leur intégration sociale et culturelle.***

Or ceci constitue une objection aux théories sur le multiculturalisme, qui associent représentation politique de la diversité culturelle et intégration sociale des minorités. Ce type d'exemple pris hors du monde anglo-saxon ou des démocraties libérales, à partir desquels sont fondées ces théories multiculturalistes, permet ainsi de s'interroger plus avant sur les fondements et les conditions d'exercice effectives de la **citoyenneté**, qu'elle soit prise comme statut politique ou comme une pratique de la participation politique, dans des sociétés où d'une part l'Etat-nation s'est constitué en faisant abstraction de la diversité culturelle et en cantonnant au rôle de *minorités* des groupes sociaux ou ethniques qui sont pourtant au fondement de l'organisation socio-économique, et où, d'autre part, le processus de démocratisation reste balbutiant, à maints égards.